

Demande déposée le 16/03/2023

Date d'affichage de l'avis de dépôt :

Par : Monsieur CHAMPAGNE JULIEN

Demeurant : 9 Rue Simone De Beauvoir
22650 BEAUSSAIS-SUR-MER

Sur un terrain sis : 9 Rue Simone De Beauvoir
22650 BEAUSSAIS-SUR-MER

Cadastré : 209 AH 381

Nature des Travaux : Garage, pergola, portail et portillon

N° DP 022 209 23 C0033

Surface de plancher créée : 17,60 m²

Le Maire DE BEAUSSAIS-SUR-MER

Vu la déclaration préalable présentée le 16/03/2023 par Monsieur CHAMPAGNE JULIEN demeurant 9 Rue Simone De Beauvoir, BEAUSSAIS-SUR-MER (22650) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour Garage, pergola, portail et portillon,
- sur un terrain situé 9 Rue Simone De Beauvoir, à BEAUSSAIS-SUR-MER (22650),
- pour une surface de plancher créée de 17,60 m² ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat, approuvé par délibération du conseil communautaire de Dinan Agglomération le 27/01/2020, modifié en simplifiée le 21 décembre 2020, modifié le 20 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté municipal en date du 11/08/2017, transféré le 08/12/2017, modifié le 16/08/2018 et rectifié suite à une erreur matérielle le 28/08/2018 autorisant le lotissement « Les Jardins de Beaussais » ;

ARRETE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

Article 2 : Le garage bois devra jouxter la limite séparative ouest sans débord de toiture sur le fonds voisin et les eaux de pluie seront recueillies sur la propriété.

BEAUSSAIS-SUR-MER, le 31 MARS 2023
Le Maire,



Le MAIRE
Eugène CARO

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 04/04/2023

Reçu en préfecture le 04/04/2023

Affiché le

ID : 022-200064699-20230331-ARR_DP20923C033-AR

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.